

Bernard Fusulier

Bernard Fusulier est chercheur F.N.R.S. à l'U.C.L.

Syndicats, la nouvelle donne

La crise du syndicalisme suscite de nombreux débats et analyses. L'institutionnalisation, les corporatismes, la montée de l'utilitarisme dans le rapport aux syndicats... sont autant de thèmes devenus familiers qui alimentent la thèse du déclin. Celle-ci ne fait évidemment pas l'unanimité. Sylvie Contrepois, dans son ouvrage, Syndicats, la nouvelle donne (2003), refuse, entre autres, d'assimiler les syndicats à une simple agence de gouvernance parmi d'autres; le syndicalisme resterait un mouvement social vital qui, sur le terrain, se renouvellerait sans changer de nature.

Dans son ouvrage, Sylvie Contrepois réinterprète une série d'indicateurs qui sont généralement mobilisés comme un signe du déclin syndical. Ainsi, selon elle, la chute de la participation électorale et des effectifs syndicaux en France ne témoignerait pas nécessairement d'un désintéressement de la base pour l'action syndicale. Certes, elle admet que les structures syndicales et leurs agents font l'objet de fortes critiques de la part de cette base : syndicats trop divisés et politisés, manque de professionnalisme, attitude opportuniste... Cependant, nous prévient-elle, ce type de critique ne remet

nullement en cause l'utilité des syndicats, car elle exprime plutôt le rejet d'une confiscation du potentiel d'action collective par un appareil et par des personnes. L'injustice et la domination sociales continuent également à être perçues par une large frange des travailleurs, y compris par ceux qui s'abstiennent de voter aux élections sociales. Sylvie Contrefois considère qu'un syndicalisme de « classe » se restaure, même s'il ne se confond plus avec la condition ouvrière, il s'élargit à un salariat (incluant des employés, ingénieurs et cadres) caractérisé à la fois par une faible maîtrise sur le contenu, l'organisation et les finalités du travail, et par une position dominée dans la négociation sociale.

LES ÉVOLUTIONS CONTEMPORAINES

L'ambition de cette auteure est par conséquent de porter un nouveau regard sur les évolutions contemporaines du syndicalisme. Sa méthodologie : appréhender les transformations à l'œuvre. Pour ce faire, elle emprunte à la démarche ethnographique, étudiant l'action syndicale telle qu'elle est vécue et pratiquée. Elle nous convie en quelque sorte à une pragmatique de l'action syndicale, c'est-à-dire à une analyse du sens de l'adhésion syndicale et du travail des militants au niveau local. Son terrain d'étude est le bassin industriel de Corbeil-Essonnes, une ancienne banlieue rouge de la périphérie de Paris aujourd'hui conquise par la droite, où elle habite et a pratiqué le métier de journaliste.

À partir de son enquête, comportant entre autres une centaine d'entretiens,

Sylvie Contrefois remet en cause une série de poncifs sur le syndicalisme. Elle s'oppose ainsi à la lecture utilitariste de l'adhésion syndicale. Si elle reconnaît que l'acte d'adhésion peut se faire pour des raisons précises et intéressées, la prise en compte des trajectoires et des contextes des affiliés met en évidence un processus complexe qui révèle *in fine* une reconnaissance par ces derniers de la nécessité et de la légitimité de l'action syndicale comme contrepouvoir. La logique de l'intérêt n'expliquerait pas davantage l'engagement militant. Celui-ci participe principalement d'une fibre sociale qui se traduit par la défense des droits, l'appartenance à un collectif, la volonté de faire entendre la voix des travailleurs et de faire progresser les « causes justes »...

DES ORGANISATIONS OUVERTES

Par ailleurs, l'analyse du déroulement du travail syndical de terrain réfute l'idée que le syndicaliste serait devenu un fonctionnaire du social. Elle nous livre alors une vision d'équipes syndicales qui, bien que numériquement affaiblies et confrontées à la multiplication des fonctions de représentation institutionnelle et organisationnelle, s'adaptent à la nouvelle donne socioéconomique et déploient de nouvelles stratégies de contestation du rapport de domination. Par exemple, tout en siégeant dans différentes instances du dialogue social, les militants ne s'y laissent pas enfermer. Ils se déclarent d'ailleurs désillusionnés (ou, en tous cas, non illusionnés) et ont pleinement conscience que leur zone de

pouvoir est réduite, qu'ils contrôlent peu la définition des règles du jeu.

Dans ces conditions, tout en s'emparant des marges de manœuvre, ils refusent la spécialisation institutionnelle pour privilégier le fonctionnement collectif et l'intervention transversale de l'organisation syndicale. Pour renforcer leur rôle de représentation et éviter sa monopolisation, les syndicalistes recourent à la consultation de leur base dans le travail de réflexion, de décision et d'élaboration de propositions face aux impositions des directions. Ils n'hésitent pas à recourir à l'expertise et à sortir les conflits de travail de l'entreprise, notamment en faisant appel à l'opinion publique, aux médias et aux relais politiques.

Le syndicalisme de terrain ne peut donc être défini comme un système fermé. Il n'est pas non plus un instrument contrôlé par une élite syndicale soucieuse de préserver son pouvoir. Les syndicats sont, au contraire, des organisations ouvertes où la prise de responsabilités est relativement facile pour qui décide de s'y engager. Le processus même de prise de responsabilité n'a guère changé à travers le temps; il demeure structuré par une cooptation et un parcours initiatique où la formation des militants repose encore, pour une grande part, sur l'apprentissage sur le tas. Pour l'auteure, ce cheminement favorise la transmission de valeurs et de principes d'action qui font l'originalité du mouvement syndical; il maintient de ce fait son essence contestataire.

Simultanément, la nouvelle génération de militants, de plus en plus éduquée

et composée de techniciens et de cadres, se montre plus individualiste, non pas dans le sens d'un opportunisme égoïste, mais dans celui de la préservation de son libre arbitre et de la recherche d'une activité syndicale épanouissante. Cette croissance de la dimension individuelle manifesterait une volonté de se réapproprier le sens de son travail et d'affirmer le besoin de maîtrise de son destin; ce qui, laisse entendre l'auteure, ne serait pas en contradiction avec une inscription dans une logique d'émancipation collective.

CONSTRUIRE UNE IDENTITÉ COMMUNE

À de multiples égards, l'analyse que développe Sylvie Contrepois est rafraîchissante. Elle dessine une action syndicale vivante et vivace, sans doute vulnérable, mais qui n'est en rien sclérosée, instrumentalisée et délégitimée. Bien entendu, cette monographie n'est pas d'emblée représentative de l'ensemble de la réalité syndicale en France (ni à fortiori ailleurs); d'autres monographies devraient être réalisées pour mieux cerner « d'en bas » les dynamiques syndicales. Et nous restons circonspect quant à l'optimisme relatif dont fait montre l'auteure et, en particulier, vis-à-vis de sa thèse concernant l'existence d'un syndicalisme de « classe » qui s'articulerait autour d'une communauté d'intérêts entre salariés dominés. En effet, la difficulté de solidarisation des travailleurs ne résulte-t-elle pas précisément de la difficulté d'agréger les intérêts et de construire une identité commune ?

Comme nous l'évoquions ailleurs (Fusulier et Maroy, 1999), la dissolution

des solidarités réellement actives tient pour partie aux évolutions objectives du travail, du tissu industriel, des entreprises et du droit au travail qui rendent plus ténue la relative unité de condition des travailleurs : le développement de la sous-traitance et de l'entreprise-réseau, la recherche de formes d'organisation de travail flexibles, l'évolution du droit et des politiques d'emploi, qui accroît la différenciation des statuts, des temps et des lieux de travail et qui démultiplie les situations professionnelles. D'autres éléments peuvent également être relevés : l'augmentation de l'intensité du travail et l'accentuation des contraintes de productivité ou de qualité minimisent aussi les temps de communication et d'appropriation relevant d'une régulation autonome des lieux de travail, laquelle est pourtant décisive pour forger une identité commune.

En outre, les conditions de vie, les parcours et mobilités professionnels, scolaires, géographiques, ainsi que les relations sociales et les réseaux dans lesquels les individus se trouvent intégrés, se différencient, tendant à éclater l'expérience d'un monde partagé et à provoquer le sentiment d'une existence singulière encore renforcée par la montée d'un modèle culturel centré sur l'épanouissement personnel. Face à ces transformations objectives du travail vers plus d'hétérogénéité et à cette complexification des processus de construction identitaire, peut-on de manière pertinente encore mobiliser cette formule (ancienne) de syndicalisme de « classe » ? L'appartenance vécue de « classe » paraît diluée par les chan-

gements contemporains, dans et hors travail. Il faut par conséquent prendre la mesure de ceux-ci si on ne veut souffrir d'une myopie dommageable pour l'action syndicale elle-même.

L'INDIVIDUALISATION

Sans doute convient-il ici de rappeler que le succès du mouvement ouvrier fut aussi l'une des raisons de sa perte de centralité. Autrement dit, en ayant contribué de façon déterminante à sortir la masse laborieuse de la misère matérielle et culturelle, à lui assurer des droits sociaux et politiques, le mouvement ouvrier a réduit d'autant sa capacité de mobilisation collective autour d'une identité de classe. Certes, la structure des inégalités sociales ne s'est pas nécessairement modifiée (les écarts de revenus et la distribution des chances à parvenir aux positions socialement valorisées demeurent), mais elle ne rime plus avec une expérience collective de la paupérisation. Elle est au contraire caractérisée par une translation vers le haut, c'est-à-dire par une amélioration générale des conditions de vie (dans un nombre limité de pays, cela s'entend). Et sous « l'effet ascenseur », dans un contexte d'État social et de développement d'une économie des ménages à deux revenus, le rapport entre conditions de vie et appartenance de classe tend à se défaire. Le temps libéré du travail a crû considérablement, tout comme l'accès aux biens de consommation et à l'éducation-formation. Les individus (hommes et femmes) ont de ce fait pu se détacher des solidarités de proximité (famille, voisinage, collègues...) et de classe, et avoir

le sentiment d'être devenus les forgerons de leur existence. D'où l'importance de ce que le sociologue allemand Ulrich Beck dénomme « le théorème de l'individualisation » (2001, p. 180).

LA SOUFFRANCE AU TRAVAIL

Face à l'individualisation, le concept de classe a perdu sa visibilité sociale. Il est toujours, bien entendu, possible d'identifier théoriquement et statistiquement une « classe sociale », mais pour Ulrich Beck (2001), la nouvelle pauvreté et le chômage ne supposent nullement un retour à une identification de classe. Au contraire, il y aurait individualisation des inégalités sociales, vécues sur le mode du destin personnel. Actuellement, la logique de l'activation des chômeurs et la rhétorique qui la promeut entretiennent ce mode de responsabilisation individuelle, décomposant d'autant les possibilités de se rattacher à un destin collectif, ne fût-ce que par une culpabilité de n'être pas en mesure d'assurer ou d'entretenir son employabilité. Les inégalités, les souffrances et les risques, bien qu'étant des produits sociaux, ne créent pas automatiquement la condition d'une action commune. Selon Beck, « les problèmes sociaux se transforment immédiatement en états psychiques : insuffisances personnelles, sentiments de culpabilité, angoisses, conflits et névroses » (2001, p. 213), qui font dès lors le lit de la psychologisation de la souffrance sociale.

Remarquons néanmoins que, ces dernières années, les milieux syndicaux se sont mobilisés autour du thème de la « souffrance au travail », dénonçant

entre autres les effets d'une organisation productive qui accentue la charge mentale, les pressions psychologiques, le stress, qui sont souvent vécus sur un mode très personnel. Et il est vrai que si les « petites » plaintes des travailleurs formulées individuellement, à caractère parfois confidentiel, parviennent à être relayées et organisées, elles peuvent produire une clameur dénonciatrice qui, en tant que critique, pourrait être lourde d'impact; nous savons que le capitalisme a besoin de légitimité pour se perpétuer. Cependant, dans la vie quotidienne, les souffrances dénoncées ont toujours tendance à être davantage psychologisées que sociologisées. Lorsque c'est le cas, la plainte peut également être sujette à une relativisation historique et géographique puisque la majeure partie de l'humanité vit encore les « grandes souffrances manifestes » de la guerre, de l'oppression et du dénuement. La situation est à ce point perverse que sa non-relativisation participerait d'une légitimation de la misère du reste du monde, ce que dénonce d'ailleurs Ulrich Beck dans son dernier livre : *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation* (2003) : le « nationalisme méthodologique » est, selon lui, un écueil à éviter.

En somme, si nous avons été séduit par l'analyse menée par Sylvie Contrepois, il nous est difficile d'adhérer au saut interprétatif qu'elle opère. Se focalisant sur la pratique syndicale, elle a tendance à survaloriser les acteurs et leur capacité d'action collective et contestataire, ce qu'elle exprime dans la phrase qui conclut l'ouvrage : « Le renouvellement

de ce vaste mouvement d'émancipation qu'est le syndicalisme repose sur une dynamique incertaine, largement tributaire de la pugnacité et de l'inventivité de ceux — électeurs, adhérents et militants — qui contribuent à le faire vivre. » La dynamique n'est-elle pas, justement, incertaine parce que ces derniers sont pris par des forces structurelles et culturelles qui leur échappent largement ? Par surcroît, si les effets de l'individualisation et de la mondialisation redistribuent clairement la donne, ne participent-ils pas, plus fondamentalement encore, à la transformation du jeu lui-même ? Une pragmatique de l'action syndicale gagnerait indubitablement à être articulée à une théorie générale de l'époque contemporaine. ●

Bibliographie

Beck U., *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Flammarion, 2001.

Beck U., *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation*, Paris, Flammarion, 2003.

Contrepois S., *Syndicats, la nouvelle donne*, Paris, Editions Syllepse, 2003.

Fusulier B., Maroy C., « Conclusion générale », dans Fusulier B. (éd.), *L'ouvrier, l'usine et le syndicalisme wallons*, Louvain-la-Neuve, Academia-Bruylant, 1999, p. 171-180.